Gap, le 03/06/2024

Objet : Expérimentation de la semaine en 4 jours DDFIP des Hautes- Alpes

Monsieur le Directeur,

Au cours du CSAL en date du 11 Avril 2024, tenu Cours Ladoucette à Gap, notre organisation vous a interrogé dans sa liminaire sur la mise en place de la semaine de 4 jours dans notre Département.

Cette interrogation était en lien avec la note de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) en date du 22/03/2024.

Votre réponse mentionnée au Procès verbal précise que vous ne déteniez pas beaucoup d'informations, en invitant de ce fait les membres du CSAL à prendre patience.

Lors de la réunion préparatoire à la Formation spécialisée, votre adjoint David Chauvin a précisé que l'expérimentation sur la semaine en quatre jours serait abordée le 20/06 en FS pour une mise en place au 1er Septembre prochain. Un service étant candidat, à savoir le Pôle de Gestion fiscale au sein des services de Direction.

Sur la forme, la note de la DGAFP précise que l'expérimentation devra faire l'objet d'un « dialogue social soutenu et approfondi » (notamment sur le choix du service) et sera abordée au niveau des Comités sociaux d'administration de réseau local (CSAL).

Sur le fond, alors que notre organisation a été « assaillie » de questions sur ce sujet lors de notre assemblée générale le 20/04/2024 et lors des tournées de service, il est assez improbable et peu crédible de constater que vous ne disposiez d'aucune information entre la date de notre intervention en CSAL, le **11/04 dernier** et le choix définitif du service expérimentateur rendu aux délégués d'après les textes en vigueur le **22/04/2024**.(Note du **02/04/2024** de la Directrice générale intitulée « Modalités de mise en œuvre à la Dgfip, à compter du 1ER Septembre 2024, de l'expérimentation de la semaine en quatre jours »).

A aucun moment, les représentants du personnel n'ont été consultés sur la mise en place de cette expérimentation notamment sur le choix du service. Les agents du département rencontrés font état de leur colère sur ce mode de consultation et de concertation pour le moins peu transparent et démocratique. Les chefs de services ont indiqué pour certains d'entre- eux ne pas avoir reçu d'informations, contrairement à leur homologue en fonction au sein du Pôle de gestion fiscale. Il en résulte qu'aucun débat ne s'est engagé dans les services, pendant que la discussion s'initiait au PGF entre la responsable et ses agents.

Nous dénonçons avec la plus grande vigueur la mise en place de cette expérimentation conçue dans une totale opacité et qui prive 240 agents du département du moindre débat sur le sujet.

Cette expérimentation devait être l'objet d'un choix de service introduisant une diversité au sein des missions exercées (services de gestion, services de conception, services en contact avec le public). Elle devait symboliser, comme l'explique la note de la DGAFP du 22 Mars 2024 « une vraie avancée en termes d'égalité professionnelle (répartition entre les femmes et les hommes, expérimentateurs et motivations, impact sur la parentalité, réduction du recours au temps partiel »).

En évinçant les représentants du personnel, en oubliant 240 agents (chefs de service compris) dont beaucoup traduisent leur incompréhension et leur colère et en faisant le choix d'un service qui représente une quotité de 91 % de cadres A et A+ (en termes de potentialité maximale selon les choix effectués au sein de cette unité pour prétendre à l'organisation de la semaine en 4 jours), nous constatons que les modalités de mise en place de la semaine de quatre jours sont « aux antipodes » des objectifs recherchés.

Dans ce contexte, nous vous demandons de reprendre le processus conformément à l'instruction de la DGAFP et de relancer dès à présent un schéma de concertation des 250 agents du département, inutilement méprisés dans votre démarche.

Cordialement,

Jean-François COLOME
Secrétaire de la section Solidaires Finances publiques des Hautes Alpes